

de plus en plus les problèmes du Sud dans une optique Est-Ouest. En fait, chacune des deux séries de questions a son importance et mériterait que l'on s'y penche même si l'autre n'existait pas. Les deux séries se rejoignent manifestement sur plusieurs points, et les sommets offrent l'occasion aux participants d'adopter une approche globale de problèmes globaux.

S'il est vrai que les actions de l'Union soviétique n'ont pas invariablement servi à améliorer les rapports entre cette dernière et les non-alignés, il est tout aussi vrai que les pays développés du bloc occidental sont loin de s'entendre sur leur orientation future ou sur les moyens à prendre pour y parvenir. Comme on a trop clairement pu le constater l'an dernier à propos de la question afghane, les vues divergent tant sur la stratégie que sur les tactiques. D'aucuns pourraient prétendre que les pays occidentaux doivent recourir dans ce cas à un processus analogue à celui qu'ils ont utilisé au cours des années soixante-dix à propos de questions économiques : cerner les questions, travailler à développer entre eux une meilleure compréhension et des approches communes et peut-être même prendre des mesures menant finalement à des actions et à des objectifs conjoints.

Comment leur faut-il procéder? Il s'agit de questions délicates qui touchent la souveraineté nationale et mettent en jeu des convictions profondes ainsi que de vieilles traditions. Qu'est-ce qui constitue le groupe idéal? Les sommets économiques devraient-ils être élargis de manière à englober les questions politiques, comme le propose le rapport des quatre Instituts auxquels j'ai fait allusion? Étant données les ramifications politiques et économiques inhérentes à la plupart des grandes questions qui se posent aujourd'hui aux chefs d'État et de gouvernement, que ce soit dans un contexte Est-Ouest ou Nord-Sud, n'y a-t-il pas lieu de se demander si la distinction entre les questions "économiques" et "politiques" dans le cadre des sommets reste valide ou réaliste?

En dépit des risques et des précautions dont je vous ai fait part, je conçois difficilement que les sommets, sous une forme ou sous une autre, disparaissent dans un avenir prévisible. Si les sommets n'existaient pas, il faudrait probablement les inventer; s'ils disparaissaient, il faudrait relancer l'idée. Seuls les dirigeants qui participent aux sommets sont en mesure de prendre des décisions sur la vaste gamme des questions interreliées qui se posent dans le monde aujourd'hui; ils peuvent court-circuiter

leurs propres systèmes internes et prendre des engagements en faveur de nouvelles directions globales, sur la base d'objectifs coordonnés et moyennant un certain partage équitable du fardeau.

Dans ce sens, il convient que les dirigeants au sommet se rendent aux pressions de leurs pairs en vue de progresser vers l'adoption d'objectifs façonnés d'un commun accord, qu'ils soient disposés à "déroger" à leurs "instructions" nationales en faveur d'un intérêt plus global et ainsi se faire les promoteurs des changements nécessaires auprès de leurs peuples. Les sommets ont effectivement des incidences sur l'élaboration des politiques à l'échelle nationale, mais ces incidences ne sont pas toujours directes et les instruments et techniques à utiliser en exécution des ententes intervenues aux sommets dépendront nécessairement de la conjoncture dans chaque pays.

L'approche canadienne

La plupart des dirigeants qui prendront part au sommet d'Ottawa sont nouveaux (ou bien réélus). Le président Reagan et les premiers ministres Suzuki, du Japon, et Forlani, d'Italie, ont été récemment portés au pouvoir. Le président Thorn, de la Commission des communautés européennes, est entré en fonction au début de l'année. Le chancelier allemand Schmidt a été réélu l'automne dernier et les élections présidentielles en France se tiendront en mai prochain (1). Plusieurs participants venant d'accéder au pouvoir et la plupart d'entre eux pouvant compter rester en fonctions durant un bon moment, il est opportun et peut-être essentiel que les leaders se penchent ensemble sur leurs objectifs respectifs, sur les grands problèmes auxquels l'Occident doit faire face et sur la façon de s'y attaquer. Ils se doivent de réaffirmer leur engagement en faveur des consultations de manière à éviter dans la mesure du possible les surprises désagréables ou les actes unilatéraux - compte tenu tout particulièrement des perspectives incertaines dans les secteurs monétaire et financier et au niveau des échanges commerciaux et du protectionnisme. Ils voudront peut-être, à un certain moment, dépasser ces initiatives pour chercher à établir une sorte de programme commun, comme ils l'ont déjà fait dans une certaine mesure pour l'énergie, peut-être même envisager d'autres arrangements possibles

1. Le 10 mai, M. Mitterrand a été élu président de la République française.